

LE DUERP

En France, le document unique, ou document unique d'évaluation des risques professionnels (DU ou DUERP), a été créé par le décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001. Le décret a transposé la directive européenne sur la prévention des risques professionnels.

Le document unique est un document obligatoire dans les associations, collectivités locales et entreprises depuis 2002. Les employeurs avaient l'obligation de le mettre en place dans les 6 mois lors de la parution de la loi, les employeurs publics ont obtenus un délai supplémentaire de 5 ans du fait que la fonction publique compte 270 métiers.

C'est un document qui recense les risques, du plus petit jusqu'à la mort, et qui prévoit des mesures de prévention soit pour annuler ou soit pour limiter l'exposition au risque.

Il peut être mis sous forme dématérialisé mais il doit obligatoirement avoir une existence papier. (La forme dématérialisée permet un renouvellement perpétuel).

La loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 et le décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 précise que l'inventaire des risques doit se faire par lieu de travail. L'élaboration et la mise à jour de ce document s'imposent à tout employeur (entreprise, administrations et associations) dès le premier agent ou salarié.

Le décret définit 3 exigences pour le document unique :

1. Le document unique doit lister et hiérarchiser les risques pouvant nuire à la sécurité de tout agent. En ce sens, c'est un inventaire exhaustif et structuré des risques ;
2. Le DU doit également préconiser des actions visant à réduire les risques, voire les supprimer. En ce sens, c'est un plan d'action ;
3. Le document unique doit faire l'objet de réévaluations régulières (au moins une fois par an), et à chaque fois qu'une unité de travail a été modifiée. Il doit également être revu après chaque accident de service ou maladie professionnelle.

Le document unique doit être présenté au minimum une fois par an en CST/F3SCT.

Le document unique est à la seule responsabilité de l'employeur, même s'il en confie la rédaction à un tiers.

L'entrave portée à la rédaction et la constitution du DUERP peut être sanctionnée par une contravention de cinquième classe (article R 4741-1 du code du travail). Ou encore l'absence de document unique, en cas de contrôle de l'inspection du travail, peut être sanctionnée de 3 750 euros d'amende et de 9 000 euros en cas de récidive (article 4741-1 du code du travail). Mais ce droit pénal préventif ne concerne que le secteur privé, pas les collectivités locales (cf. Thème 1 Moment 2).

En cas d'accident de service ou de maladie professionnelle, la responsabilité civile et pénale de l'employeur peut être engagée si la faute inexcusable ou caractérisée est reconnue, entraînant une réparation du préjudice subi pour la victime (souffrances morales et physiques, esthétiques, ...). L'absence de mise en place du DUERP constituera un élément de caractérisation de cette faute.

Forme du document

Il n'existe aucun modèle imposé. L'employeur est libre d'utiliser tous types de supports (papier, numérique, etc.) pour transcrire le résultat de son évaluation des risques. La seule obligation est que ce document soit disponible en un lieu unique que le support soit papier ou numérique.

Accès au DUERP

Le document unique doit être tenu à la disposition :

- des mandaté-es à la formations spécialisée (F3SCT) ;
- des agents ;
- des assistants et des conseillers de prévention ;
- de la médecine préventive ;
- du Procureur de la République en cas d'accident de service ayant eu des conséquences graves.

En vertu du décret n° 2008-1347 du 17 décembre 2008 paru au JO du 19 décembre 2008, l'employeur doit notamment informer ses agents et salariés que le document unique d'évaluation des risques professionnels est tenu à leur disposition. Il doit également les informer des mesures de prévention des risques identifiés dans le document unique d'évaluation des risques et des consignes de sécurité. De façon générale l'information des agents sur les risques relatifs à leur santé et à leur sécurité doit être dispensée d'une manière compréhensible et le temps consacré à cette information est considéré comme du temps de travail.

La rédaction du DUERP

La responsabilité de la rédaction du document unique incombe à l'autorité territoriale. Cela ne signifie pas qu'il le rédige seul, il peut reporter cette responsabilité sur son conseiller de prévention.

L'évaluation des risques (transcrite dans le document unique) s'inscrit plus généralement dans la démarche de prévention mise en place dans l'entreprise et à ce titre la rédaction du DUERP met nécessairement en œuvre :

- Une approche pluridisciplinaire (acteurs externes) – l'autorité territoriale s'attache éventuellement les services de professionnels de la prévention (ACFI, médecine préventive, CNRACL, etc.) ou spécialistes, consultants ou intervenant en prévention des risques professionnels attestés, qui l'aideront dans cette tâche ;

- L'association des acteurs (internes et externes) – l'autorité territoriale favorisera la participation des personnels, SST, instances représentatives du personnel (F3SCT), médecins de prévention, ergonomes, juristes, techniciens, ... et les agents eux-mêmes (y compris les travailleurs contractuels), dont la connaissance des risques et l'expérience est un apport indispensable.

Cette approche pluridisciplinaire et participative peut seule :

- Permettre une évaluation des risques globale et exhaustive prenant en compte des situations de travail réelles dans la collectivité ;
- Conduire à élaborer un document unique qui facilitera ensuite l'élaboration d'un plan d'actions de prévention, lui-même destiné à supprimer ou réduire les risques.

Le DUERP n'est qu'un élément de la démarche de prévention, processus cyclique qui comporte cinq étapes :

- étape 1 : Préparation de la démarche (se donner les moyens, les méthodes, les objectifs) ;
- étape 2 : Évaluation des risques (et rédaction du DUERP) ;
- étape 3 : Élaboration du programme d'actions de prévention ;
- étape 4 : Réalisation des actions planifiées ;
- étape 5 : Réévaluation des risques suite aux actions menées ;
- ... et recommencer un nouveau cycle ...

Evaluations des risques

Pour chaque poste ou unité de travail, l'entreprise doit identifier :

1. La classe de risques (ex : risque routier ou électrique) ;
2. Les dangers (ex : vitesse excessive ou électrocution) ;
3. Les conséquences ou risques (ex : accident) ;
4. L'estimation de la gravité du risque (ex : élevé, faible, moyen) ;
5. L'estimation de la fréquence et de la durée d'exposition (ex : temps de conduite) ;
6. Les mesures de prévention (ex: note de service sur les dangers de la route ou réparation des appareils défectueux).

Depuis 2015, il est également obligatoire de faire une évaluation des risques psychosociaux.